

André Flahaut Ministre d'Etat

# La culture de la peur et la politique du mépris selon Francken

**Notre modèle social part à la casse et un Etat policier se met en place dans l'indifférence quasi générale. Le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration en tire largement profit pour déployer une politique des plus répressives en matière d'accueil des étrangers et de droit d'asile. Un projet de loi vise à réaménager la « loi Moureaux » dans un sens plus répressif.**

Depuis juin dernier, il n'est question que d'elle, ad nauseam : la crise politique francophone. Et seule l'affaire des « œufs contaminés » a su rompre (et encore, à peine) la monotonie thématique en tirant journalistes et mandataires de leur léthargie estivale. Pour le reste – qui n'a rien d'accessoire pour autant – le service minimum est à peine assuré. Le reste, ce sont les petites gens, les quêteurs de rue, les chômeurs, les précaires, les laissés-pour-compte, les étrangers, les réfugiés, les sans-papiers... ceux qui, aux yeux de beaucoup, ne comptent pas – ou si peu. Ils sont invisibles, parfois trop visibles, souvent de passage. À leur égard, la vigilance démocratique, le courage politique et l'empathie font cruellement défaut.

Les migrants, « sans droits » et déracinés, sont les premières victimes de notre légèreté et de notre égoïsme. Qui se soucie des drames vécus par ceux qui ne sont pas d'ici et plus vraiment d'ailleurs ? Qui accepte de prendre le parti des candidats à l'exil ? Qui se risque encore aujourd'hui à dénoncer la psychose collective dont ils sont l'objet ? Une psychose que des événements dramatiques – qu'on songe à Barcelone, après Paris, Nice, Londres, Bruxelles, et d'autres – ne cessent de conforter. Les bonnes âmes se font rares : leur voix est inaudible ; leur combat illisible. C'est ainsi qu'on assiste, dans l'indifférence quasi générale, à la casse de notre modèle social et à la mise en place d'un Etat policier.

## Popularité et complaisance

Theo Francken, en charge de la politique d'Asile et de Migration au gouvernement fédéral, n'en finit pas de tirer profit de cette indifférence. Il a beau mettre en pièces notre vivre-ensemble et fouler aux pieds ses principes, peu s'en offensent ; peu s'en étonnent. Rien vu. Rien entendu. Rien à déclarer. Intouchable, nous dit-on : Francken est popu-

laire ! Populaire, parce qu'il donne raison aux préjugés. Populaire, parce qu'il sait manier la caricature et les oppositions faciles. Populaire, parce qu'il se nourrit de la peur et du rejet d'autrui.

Dès lors, n'hésitons pas à le dire : la popularité de Francken est le fruit de l'imposture autant que du mensonge. La bienveillance face à l'intolérance ne fait jamais qu'attiser la haine et la violence. Les événements de Charlottesville aux États-Unis en témoignent de façon tragique.

Oui, les citoyens ont peur : peur de perdre leur emploi ; peur du terrorisme ; peur de l'avenir et du changement ; peur de l'étranger voyageur et des questions qu'il porte. L'incertitude qui habite notre existence sociale est une intarissable source d'angoisses. Impossible d'ignorer les frustrations et les soupçons qui couvent. Ils sont légitimes. Ceci dit, le vrai courage politique invite à y répondre plutôt qu'à y céder.

## Un travail de sape

Francken, pour sa part, se fait chaque jour plus complaisant à l'égard des fantasmes et des craintes. Il se plaît à les alimenter, car il trouve en eux le moyen pervers de justifier sa brutalité contre l'éternel bouc émissaire : l'étranger. Pis, il manipule les craintes en question pour dénoncer comme naïfs ou comme irresponsables ceux qui daignent critiquer ses vues et pointer son manque d'humanité. Pompier pyromane, Francken peut alors imposer sa vision du monde et offrir des solutions aussi sécuritaires qu'intolérantes à des problèmes dont il a lui-même inventé les contours, et parfois beaucoup plus.

Le projet de loi visant l'accueil des étrangers et la réforme du droit d'asile est exemplaire du travail de sape démocratique mené par Francken : exemplaire aussi du mépris qu'il porte à nos institutions publiques. Présenté au pas de charge en juillet dernier et approuvé majoritairement contre opposition en commission de l'Intérieur à la Chambre, le texte n'a suscité que très peu d'intérêt – hormis celui des associations de terrain que des délais bien trop courts ont, de facto, tenues à l'écart des discussions parlementaires.

Or ce texte d'environ 400 pages est dangereux ! D'autant plus dangereux qu'il ne dit pas son nom. *Insidieux* : tel est le mot que ce projet m'inspire après

l'analyse complète qu'Alison Sterckx, jeune étudiante en droit, m'a aidé à conduire. En effet, sous prétexte de transposer plusieurs directives européennes, il s'emploie à modifier en un sens particulièrement répressif la « loi Moureaux » du 15 décembre 1980. Une loi progressiste qui entendait limiter l'arbitraire en donnant corps et cohérence à l'idée d'accueil. L'ambition de Francken va tout à l'inverse et ne fait aucun doute : rendre le parcours des étrangers sur le sol belge plus difficile qu'auparavant, et renforcer le pouvoir discrétionnaire d'une administration à ses ordres.

## Traque et dissuasion

Derrière les bonnes intentions de façade, derrière la « simplification » des procédures à laquelle il prétend, ce projet de loi prépare la traque (bien plutôt que l'accueil) de ceux que Francken et sa clique jugent indésirables. Regardés

comme des criminels en puissance, les migrants ne sont pas bienvenus. Tout est fait pour les dissuader d'arriver. Tout est mis en œuvre pour s'en débarrasser une fois en Belgique. Tout est bon pour les placer en « rétention » administrative : un recours réputé « manifestement abusif » devant le Conseil du contentieux des étrangers (CCE), un risque de fuite jugé « non négligeable », une absence de document d'identité, une hypothétique atteinte à l'« ordre public », un défaut de collaboration, etc.

Les critères retenus pour justifier l'enfermement de ceux qu'on veut chasser à tout prix demeurent suffisamment flous pour laisser place aux interprétations les plus liberticides. Ce flou est à l'image d'un texte cherchant à soustraire les décisions qui seront prises à tout contrôle externe. Ce flou est au service d'une idéologie qui se moque des individus – une idéologie ignorante du vécu des femmes et des hommes de ce monde ; ignorante de leurs espoirs, de leurs parcours, de leurs souffrances. En somme, ce flou traduit à la fois une conception inhumaine de la politique et une vision policière de la société.

C'est pourquoi il est temps que les démocrates de gauche comme de droite fassent entendre leurs voix dissidentes et mettent fin, en Belgique comme ailleurs, à l'arrogance des populistes autant qu'à leur impunité nourrie par le mensonge. ■